

## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Le pouvoir adjudicateur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres**

**Conservatoire du littoral  
Corderie Royale  
CS 10137  
17306 Rochefort Cedex**

---

Affaire n°2020M100

**Mise en sécurité des bâtiments du Parc de la Roche Fauconnière  
Commune de Cherbourg en Cotentin (50)**

---

**Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique**

**Date et heure limites de remise des candidatures et offres : 8 février 2021 à 12h00 (heure de Paris)**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur .....	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du marché .....	3
2-2-Procédure de passation .....	3
2-3-Techniques particulières d'achat.....	3
Article 3 - Dispositions générales .....	3
3-1-Décomposition du marché .....	3
3-2- Délai d'exécution .....	4
3-3-Modalités de financement et de paiement .....	4
3-4-Forme juridique de l'attributaire .....	4
3-5-Délai de validité des propositions.....	4
3-6-Variantes.....	4
3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site .....	5
Article 4 - Dossier de consultation .....	5
4-1-Contenu du dossier de consultation.....	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique .....	5
4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires .....	6
4-3-1- <i>Modification du dossier de consultation</i> .....	6
4-4-Echanges après la phase de passation du marché.....	6
Article 5 – Conditions de remise des plis .....	6
5-1-Présentation des candidatures .....	6
5-2-Contenu de l'offre.....	7
5-3-Langue de rédaction des propositions.....	8
5-4-Unité monétaire .....	8
5-5-Négociation.....	8
Article 6 - Jugement des propositions.....	8
6-1- Critères d'examen des candidatures .....	8
6-2- Critères de jugement des offres .....	8
Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours.....	9

## Article 1 - Acheteur

**Le pouvoir adjudicateur** : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CDL)

Conservatoire du littoral

Corderie Royale

CS 10137

17306 Rochefort Cedex

Téléphone : 05 46 84 72 50

Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

**Maître d'œuvre (MOE)** *référence interne CDL 2019M78* :

CAPLA SARL ARCHITECTURE

47 rue Barrault

75013 PARIS

Tél 06 88 73 22 23

Marie.jouveau@caplarchitecture.com

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

**Mise en sécurité des bâtiments du Parc de la Roche Fauconnière – commune de Cherbourg en cotentin (50)**

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31/12/1993).

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

45110000-8 Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier (lot 1)

45261000-4 Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes (lot 2)

### 2-2-Procédure de passation

Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique et des articles L2123.1, R2123.1, R2172.1 et suivants

### 2-3-Techniques particulières d'achat

Sans objet, marché ordinaire

## Article 3 - Dispositions générales

### 3-1-Décomposition du marché

#### 3-1-1-Lots

Le marché est décomposé en lots :

- Lot 1 : installations de chantier, échafaudage, désamiantage, déplombage, démolitions, curage, maçonnerie
- Lot 2 : charpente couverture

#### 3-1-2-Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 3-2- Délai d'exécution

Le marché prend effet à sa notification et se termine à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des prestations est le suivant :

- Lot 1 : 4 mois dont 1 mois de préparation
- Lot 2 : 3 mois dont 1 mois de préparation

Il court à compter de la date inscrite dans l'ordre de service de démarrage des prestations de chaque lot.

C'est un délai d'exécution maximum fixé par le maître d'ouvrage.

Auparavant, l'entreprise titulaire du lot 1 devra procéder au plan de retrait amiante **dès la notification du marché**. L'entreprise doit envoyer le plan aux organismes concernés avant le démarrage des travaux ; dans un délai d'une semaine, elle devra également **prévenir le maître d'ouvrage** de l'envoi de ce plan afin de lancer l'ordre de service de démarrage des travaux et de lancer la préparation du chantier dans l'attente de l'accord du plan de retrait pour démarrer les travaux.

La période de préparation se fera pendant l'attente de l'accord du plan de retrait amiante

Un calendrier prévisionnel d'exécution devra être fourni lors de la 1ère réunion de chantier en incluant éventuellement les congés annuels ; ce calendrier deviendra contractuel et pourra être modifié en réunion de chantier dans les conditions prévues l'article 28.2 du CCAG.

### 3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire à 30 jours.

Le marché pourra en partie être financé sur fonds propres et par le Conseil départemental de la Manche, la DRAC et le Conseil régional Normandie / Fondation du Patrimoine.

### 3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142.4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142.21 du code précité.

### 3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### 3-6-Variantes

#### 3-6-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)

Les variantes libres par rapport à l'objet du marché sont autorisées uniquement sur le poste « Clôtures de chantier » du lot 1. Le nombre de variante est limité à 2. La réponse à l'offre de base est obligatoire.

### **3-6-2- Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur (Prestations supplémentaires)**

Il n'y a pas de variante imposée par le pouvoir adjudicateur.

### **3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site**

La visite des lieux est conseillée avant la remise d'une offre.

Afin de répondre au mieux à la prestation, les candidats prendront contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur afin de fixer un rendez-vous pour effectuer la visite de site préalable à la remise d'offre. La prise de rendez-vous s'effectuera auprès de :

Mme Isabelle BUREAU  
Conservatoire du littoral – Délégation Normandie  
5 Avenue de Tsukuba – BP 81  
Citis Le Pentacle  
14203 HEROUVILLE SAINT CLAIR cedex  
Tél : 02 31 15 30 60  
Mail : i.bureau@conservatoire-du-littoral.fr

**La date du mardi 26 janvier 2021 à 13h30** sur site est proposée, mais en cas d'impossibilité d'autres dates pourront être fixées ultérieurement.

L'entrepreneur devra avoir parfaitement apprécié toutes les contraintes environnementales liées au chantier et s'engage à respecter l'ensemble des mesures sanitaires liées au COVID (distanciation, port du masque...) lors de la visite. Le Conservatoire se réserve la possibilité de modifier tout ou partie des éléments relatifs à la visite en cas de poursuite/reprise du confinement ou de toute autre mesure restrictive imposée par l'Etat français.

L'entrepreneur devra avoir parfaitement apprécié toutes les servitudes propres aux accès de chantier, aux servitudes d'implantation, d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux. Aucune modification de son forfait ne pourra lui être accordée pour une mauvaise appréciation de sa part.

Dans le cas où, à travers les documents établis par les concepteurs, certaines stipulations particulières sembleraient avoir été omises ou paraîtraient inadaptées, l'entrepreneur devra le signaler au cours de la consultation et effectuer une mise au point chiffrée sur un document annexe, remis avec sa proposition.

L'ensemble des documents relatifs aux déclarations de travaux sera remis au titulaire par le représentant de la maîtrise d'ouvrage, avant le commencement des travaux si besoin.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC),
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) (note générale – lot 1 – lot 2) et les annexes (pièces graphiques, diagnostics amiante/plomb, PGC, RICT,...),
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour chaque lot,

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

## **4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires**

### **4-3-1-Modification du dossier de consultation**

Des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, **au plus tard quatre jours** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

### **4-3-2-Renseignements techniques complémentaires**

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## **4-4-Echanges après la phase de passation du marché**

Tous les échanges pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple, les modifications (avenants notamment), se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE.

## **Article 5 – Conditions de remise des plis**

### **➤ Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions des articles R2132.7 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur exige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R2132.11 du code de la commande publique, à l'adresse suivante :

Conservatoire du littoral – Délégation Normandie  
5 Avenue de Tsukuba – BP 81  
Citis Le Pentacle  
14203 HEROUVILLE SAINT CLAIR cedex

### **Recommandations**

*Il est recommandé aux candidats d'éviter de transmettre leur offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé.*

**Aucune autre forme d'envoi ne sera acceptée.**


## **5-1-Présentation des candidatures**

Le candidat peut répondre par tout autre moyen y compris via le formulaire DUME.

Le dossier de réponse doit comprendre les documents de candidature et ceux relatifs à l'offre technique et commerciale.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

### Justificatifs candidature

- § Lettre de candidature (**DC1** disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> )
  - § Déclaration du candidat (**DC2** disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> )
  - § Déclaration du candidat sous-traitant (**DC4** disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> )
  - § Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
  - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
  - Liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années (certificats de capacité ou équivalent)
  - Une attestation d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité
  - la certification unique amiante ou la pré-certification **pour le lot 1** (*lettre d'accusé de réception du dossier par l'organisme certificateur et règlement du bon de commande conditionnant l'instruction faisant foi*) délivrée par un des organismes certificateurs accrédités (Qualibat 1552 ou équivalent).
-  ATTENTION : PRESENCE D'AMIANTE AVEREE (rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante joint au dossier de la consultation).

**En l'absence de la certification ou pré-certification, l'offre sera rejetée.**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants) (R2143.12 code de la commande publique). Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur à l'appui de sa candidature.

## **5-2-Contenu de l'offre**

- § **La DPGF dûment complétée pour chaque lot**
- § Une **note méthodologique** répondant aux sous-critères suivants :
  - Méthodologie d'exécution des travaux,
  - Moyens humains et matériels affectés au chantier, calendrier d'exécution
  - Prise en compte des exigences patrimoniales, environnementales, paysagères
- § Pour toute variante libre les mêmes pièces que pour la solution de base sont demandées
- § RIB faisant apparaître IBAN et BIC
- En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
  - Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
  - RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, CCTP et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus à l'article R2144.7 du code précité.

*Nota : l'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.*

**A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement (ATTRI1), sera transmis au candidat retenu pour signature.**

### **5-3-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **5-4-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### **5-5-Négociation**

Conformément à l'article R2123.5 du code de la commande publique, une phase de négociation est prévue. Les modalités seront les suivantes :

Une phase de négociation sera menée avec les 3 meilleurs candidats (pour chaque lot) dont les propositions auront été jugées les plus satisfaisantes au regard des critères de jugement. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec le ou les candidats ayant les capacités requises.

Seules les offres inappropriées seront éliminées et non négociables, conformément à l'article R2152.1 du code de la commande publique.

Les négociations se feront par échange électronique (mail) et si besoin par une rencontre avec chacun des 3 candidats dans le respect des règles sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 (visio-conférence de préférence). Les discussions pourront porter sur les aspects techniques, financiers ou méthodologiques.

A l'issue des négociations, les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection.

Le résultat des négociations sera formalisé à l'acte d'engagement (ATTRI1) signé avec le candidat retenu avant la notification du marché.

**Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.**

## **Article 6 - Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes.

### **6-1- Critères d'examen des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur contrôlera les garanties professionnelles, techniques (expériences, compétences, moyens) et financières des candidats au vu des pièces de candidatures remises.

### **6-2- Critères de jugement des offres**

1. Prix des prestations (pondération 40%)
2. Valeur technique (pondération 60%) appréciée sur la base de la note méthodologique et selon les sous critères suivants :

- Méthodologie d'exécution des travaux, : 40 %
- Moyens humains et matériels affectés au chantier, calendrier d'exécution : 40 %
- Prise en compte des exigences patrimoniales, environnementales, paysagères : 20 %



## **Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours**

Pour obtenir tous renseignements administratifs complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à : la plate-forme PLACE

### **Voies de recours**

Tribunal Administratif de Caen  
3-5 rue Arthur Leduc  
BP 25086  
14050 CAEN CEDEX 4  
Téléphone : 0231707272  
Courriel : [greffe.ta-caen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-caen@juradm.fr)  
Site Web : <http://www.justice.gouv.fr/>